

# L'Espagne, meilleure élève de la zone euro

**EUROPE** Avec une croissance attendue entre 2,7 et 2,9%, l'économie ibérique déjoue tous les pronostics, portée principalement par le tourisme, une immigration qualifiée et une énergie bon marché. Restent quelques faiblesses persistantes

FRANÇOIS MUSSEAU, MADRID

«Dans un contexte d'atonie des économies européennes, l'Espagne représente 40% de la croissance de la zone euro», s'exclamait récemment Pedro Sanchez face à un parterre de militants socialistes, à Malaga, dans le sud du pays. Comme pour faire écho à ce récit triomphaliste, son ministre de l'Économie, Carlos Cuerdo, révisait les «indices macro» de l'exécutif de gauche en situant la croissance à 2,7% pour cette année.

Les organismes internationaux lui ont donné raison, l'OCDE ayant poussé la prévision à 2,9%, tout en augurant une légère décélération en 2026, avec un 2,2% de croissance du PIB. Quoi qu'il en soit, les chiffres de la quatrième puissance de l'UE ont de quoi faire pâlir d'envie des partenaires qui luttent péniblement pour ne pas tomber dans le rouge, quand ce n'est pas déjà le cas.

La santé économique de ce pays du sud, qui par le passé avait brillé par des taux de chômage affolants dépassant les 20% et par une très faible productivité, marque les esprits: à quoi faut-il attribuer cette

insolente santé qui, à la surprise de beaucoup, perdure? Acculé par les affaires de justice et les scandales de corruption, le chef du gouvernement Pedro Sanchez ne se prive pas d'en faire son principal argument face aux détracteurs. D'autant que d'autres indicateurs sont favorables, dont le plus palpable pour la population: la création d'emplois record. Jamais les caisses de la sécurité sociale n'ont été aussi bien pourvues, et jamais le marché de l'emploi n'a été aussi dynamique. Quant au taux de chômage, à 10,1%, il pourrait selon la Banque d'Espagne tomber à un seul chiffre d'ici à deux ans.

## Jamais le marché de l'emploi n'a été aussi dynamique

L'Espagne a profondément changé. Certes, le pays continue de s'appuyer sur un secteur des services puissant, en particulier celui du tourisme, qui a pesé 15,6% du PIB l'an dernier. Mais, désormais, comme l'indique El Economista, le secteur qui croît avec le plus de force, c'est l'exportation de services non liés au tourisme comme l'ingénierie, l'informatique, les finances ou l'architecture. En 1995, ces secteurs ne représentaient que 2,5% du PIB national, contre 7,5% aujourd'hui. «Trois facteurs l'ex-

pliquent, affirme ce média, la numérisation, la forte compétitivité des entreprises espagnoles dans des secteurs à haute valeur ajoutée, et enfin la mutation vers la tertiarisation de l'économie.» On est loin du décollage économique espagnol des années 2000, qui reposait essentiellement sur le boom du BTP alimenté par des emplois très peu stables. Or, même si cela demeure une faiblesse nationale, la législation sur le travail approuvée en décembre 2021 par la ministre Yolanda Diaz a réduit la précarité des nouveaux salariés.

## Tout n'est pas au beau fixe

Il faut dire que le pays récolte les fruits de plusieurs avantages cumulés. Le premier a trait à de puissants flux migratoires vers la péninsule: en 2024, relève la Banque d'Espagne, plus de 75% des nouveaux emplois étaient le fait de la population étrangère. Ensuite, l'industrie manufacturière vit une conjoncture plutôt favorable car elle souffre moins du coût de l'électricité, en grande partie grâce à la force de ses énergies renouvelables: en 2018, le pays payait 31,5% de plus pour son électricité que l'industrie européenne, elle en paie désormais 20,9% de moins. Enfin, l'Espagne est moins exposée que d'autres aux Etats-Unis ou à la Chine, donc à ses droits de douane.

Cela ne veut bien sûr pas dire que tout est au beau fixe, tant s'en faut. On assiste à la banqueroute de plu-

sieurs fabricants de textile, comme Belda Llorens ou Ternua, qui n'ont pas résisté à la concurrence de plateformes comme Temu ou Schein, à la hausse des prix ou au marché de l'occasion. D'autre part, la dette publique a certes chuté de 124 à 103% du PIB en cinq ans. «Mais cela reste un gros facteur à risque, souligne l'économiste de l'Université de Séville Diego Martinez Lopez. Pour l'heure, la croissance économique nous aide, et nous protège du *default*. Mais il faut se méfier.» Ensuite, «la gravité du marché immobilier, dont les prix sont supérieurs à la période précédant la terrible crise de 2008, pourrait avoir des effets négatifs sur le pouvoir d'achat, la consommation et la poursuite d'une immigration qui est notre principal moteur», analyse Judith Arnal, économiste au Real Instituto Elcano.

Aux yeux d'Adrian Prettejohn, de Capital Economics, «il est vrai que beaucoup de migrants sont qualifiés, notamment des programmeurs informatiques, des médecins ou des ingénieurs». Pour autant, soulignent nombre d'économistes, la prétendue embellie espagnole masque des déficits structurels non résolus. En particulier dans le domaine fiscal et celui des retraites où, observe l'un d'entre eux, Juan Bravo, proche du principal parti d'opposition conservateur, le Parti populaire, «rien n'est fait pour s'attaquer sérieusement au vieillissement rapide de la population». ■